

JAPON

Héritage de Fukushima : plus d'un de tonnes d'eau au tritium dans le

L'AIEA donne son feu vert au rejet en mer des eaux provenant de la centrale de Fukushima. Les pêcheurs s'affolent, les pays de la région tempêtent.



BERNARD DELATTRE
CORRESPONDANT À TOKYO

Les relations risquent de tourner à l'aigre entre le Japon et de nombreux pays d'Asie – la Chine, singulièrement. Tandis que dans l'archipel, la situation de centaines de milliers de pêcheurs va immanquablement se compliquer. Mardi, en effet, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a validé un projet très controversé du gouvernement japonais : rejeter dans l'océan Pacifique plus d'un million de tonnes d'eaux provenant de la centrale nucléaire de Fukushima.

Il s'agit d'eaux de pluie et d'eaux souterraines qui ont pénétré dans la centrale, celle-ci n'étant plus étanche, ainsi que des eaux qui ont été pulvérisées sur les réacteurs afin de les refroidir. Ces eaux entrées en contact avec le combustible atomique et des débris hautement radioactifs ont ensuite été filtrées. Les radionucléides qu'elles contenaient ont été enlevés à l'exception du tritium, qu'aucun procédé de filtrage ne permet d'éliminer. C'est l'équivalent de plus de

500 piscines olympiques remplies d'eaux au tritium que le Japon va déverser dans l'océan.

« Un impact négligeable »

Aux yeux de l'AIEA, ces rejets en mer programmés « satisfont aux normes de sûreté internationales pertinentes » et « auront un impact radiologique négligeable sur la population et l'environnement ». Et, comme n'a pas manqué de rappeler le directeur général de l'Agence, Rafaël Grossi, « en Chine, en Corée du Sud, aux Etats-Unis, en France ainsi que dans de nombreux pays, on procède à des rejets en mer d'eaux contenant certains radionucléides... »

Mardi, le visage particulièrement grave – aucun sourire n'a accompagné la remise du rapport de l'AIEA au Premier nippon, Fumio Kishida –, Rafaël Grossi a énuméré toutes les précautions qui encadreront ces rejets en mer. Avant d'être déversées à l'océan, ces eaux partiellement contaminées seront diluées de manière à réduire leur teneur en tritium. Le 1,33 million de tonnes d'eau ne seront pas déversées en un jour : l'opération

Douze ans après l'accident, une quinzaine de pays ou de régions restreignent ou interdisent toujours les importations de produits de Fukushima. Cette annonce ne va rien arranger. © KYODO/MAXPPP

s'étalera sur trente à quarante ans. Et le tritium, qui a une durée de vie assez courte (douze ans), est généralement considéré comme peu dangereux.

Mais des associations comme Greenpeace rappellent, furieuses, que d'un point de vue médical, on ne mesure pas encore bien l'impact à long terme sur la santé d'une exposition y compris à de faibles doses de substances radioactives. Elles estiment aussi que le raisonnement de l'AIEA et du Japon « ignore la réalité des processus biologiques des organismes et de bioaccumulation de ces radionucléides dans les fonds marins ». De même, d'innombrables pays de la région Asie-Pacifique sont vent debout. Ils n'ont pas oublié qu'en 2018, dans des citernes d'eaux qui étaient censées avoir été filtrées et donc ne contenir que du tritium, on a retrouvé de l'iode 129 et du ruthénium, qui, eux, sont des radionucléides très dangereux.

« Le coup de grâce aux pêcheurs »

Douze ans après l'accident nucléaire, une quinzaine de pays ou de régions restreignent ou interdisent toujours les

importations de produits de Fukushima. Leur nombre pourrait croître dès que ces rejets en mer auront débuté. « Ce sera le coup de grâce donné à notre profession : plus personne ne voudra acheter nos poissons ! », s'est affolé, mardi, le responsable d'une association de pêcheurs nippons. Le gouvernement a promis que si des mouvements de boycott survenaient dans le monde ou si, au Japon même, les consommateurs, craintifs, se détournaient des produits de Fukushima, l'Etat rachèterait lui-même la production de pêcheurs locaux. Et l'opérateur de la centrale va indemniser les professionnels qui verraient leurs recettes s'effondrer.

Au-delà, l'angoisse est énorme également dans les stations balnéaires de la côte Pacifique, qui redoutent d'être désertées par les estivants. Aussi, un des partis de la majorité au pouvoir à Tokyo a-t-il réclamé que ces rejets en mer ne commencent qu'après la haute saison touristique estivale, qui vient de débuter. Mais le gouvernement nippon, dans ses petits souliers, tarde à détailler le calendrier de l'opération.

soir mag Dès ce mercredi



Exclusif: Albert II
La vérité sur l'hospitalisation du vieux roi. Une simple déshydratation ?



Parcs nationaux
Reportage, en canoë dans la Vallée de la Semois en compagnie de deux ministres !



Maryse Rolland
Elle a illuminé toute jeune les écrans télé belges en miss météo. Elle est maintenant prof de français.



Abonnez-vous dès maintenant !

12 mois au prix de 145 € au lieu de 182 € (prix de vente au numéro). Tél. 02-616 20 00 - Fax. 02-225 59 01 - www.soirmag.be